

LES OTAGES

Mme Sheila Copps (Hamilton—Est): Monsieur le Président, nous tous, députés, sommes vraiment enchantés d'apprendre que l'otage américain Joseph Cicippio, qui était détenu au Liban, a été relâché aujourd'hui. Il a été libéré quelques heures après qu'Israël eut relâché 25 prisonniers arabes.

Il ne reste plus qu'une poignée d'otages occidentaux en captivité, et nous avons bon espoir que cette rude épreuve prendra fin dans les semaines, voire les jours, qui viennent.

Leur libération n'est pas attribuable au seul vent de bonne volonté qui souffle au Moyen-Orient. Elle est le fruit des pressions constantes qui ont été exercées et des efforts soutenus qui ont été déployés par la communauté internationale.

Malheureusement, notre bonheur n'est pas parfait. Il est obscurci par la détention de M^{me} Henriette Haddad, qui a été prise en otage au Liban il y a plus de six ans. Jusqu'ici, malgré les instances de la famille, la secrétaire d'État aux Affaires extérieures a refusé de ne serait-ce que d'inscrire le nom de M^{me} Haddad sur la liste des otages.

Comme la famille le mentionnait à mon collègue le député de Winnipeg—Sud—Centre cette semaine, le gouvernement canadien ne la considère même pas comme un otage.

Notre gouvernement a le devoir de se porter à la défense de nos compatriotes, comme nous avons pu voir le gouvernement des États-Unis et d'autres pays le faire dans les cas de prise d'otages au Liban. Nous voulons que M^{me} Haddad soit libérée et nous voulons que le gouvernement canadien demande que la communauté internationale exerce des pressions pour qu'elle soit relâchée dans les plus brefs délais.

* * *

[Français]

L'INDÉPENDANCE DE L'UKRAINE

M. Benoît Tremblay (Rosemont): Monsieur le Président, c'est avec beaucoup de fierté, de joie et d'espoir que la communauté ukrainienne de mon comté a accueilli les résultats du référendum sur l'indépendance de leur pays d'origine. Cet exercice démocratique a permis l'expression claire de la volonté souveraine du peuple ukrainien après 350 ans d'injustice d'une union forcée.

Bien sûr, le président Gorbatchev a proféré des menaces: «Sans Ukraine, pas d'union et sans union, il n'y aura

Article 31 du Règlement

ni paix sociale, ni économie de marché, le pays sombrera dans les luttes inter-ethniques et l'anarchie», disait-il.

Nous voyons plutôt naître un nouveau pays démocratique, ouvert, tolérant envers ses minorités et prêt à s'associer sur une base normale des intérêts mutuels et non plus sur une base de relation dominant-dominé.

Je souhaite que l'indépendance de l'Ukraine soit immédiatement reconnue par le Canada et tous les pays du monde.

Je tiens aussi à déplorer la décision de notre gouvernement de ne pas inclure le député d'origine ukrainienne de Calgary—Nord—Est comme membre de la délégation de parlementaires canadiens pour surveiller le déroulement du référendum alors qu'il avait reçu une invitation officielle et qu'il est un observateur averti de l'évolution démocratique de l'Ukraine.

* * *

[Traduction]

LA STRATÉGIE NATIONALE DE LA FAUNE

M. Ken Monteith (Elgin—Norfolk): Monsieur le Président, on a franchi une nouvelle étape pour assurer l'avenir vert du Canada lorsqu'on a lancé vendredi dernier la Stratégie nationale de la faune. Cette stratégie, qui fait partie du Plan vert du Canada, va protéger la diversité de la faune, conserver son habitat et assurer des écosystèmes sains.

On va redoubler d'efforts en vue de récupérer les populations des espèces en voie de disparition. On envisage de recenser les habitats afin de protéger les réserves naturelles de faune et les refuges d'oiseaux migrateurs ainsi que d'importants marécages.

On va accélérer les programmes de recherche dans le domaine des maladies, de l'écologie et de la toxicologie de la faune. Cette nouvelle Stratégie nationale de la faune va de pair avec de nouveaux projets de loi dont la Chambre est saisie. La Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages a pour objet de protéger la faune, en particulier les espèces en voie de disparition, contre le commerce illégal et le braconnage. Plusieurs associations se sont formées pour sauver la faune et les réserves.

Les gouvernements, des associations communautaires et des particuliers collaborent tous pour atteindre ce but commun. Le gouvernement fédéral est fier de participer à un engagement d'aussi grande envergure à l'égard de la faune.